

<https://www.pressegauche.org/Negociation-bloquee-en-sante-et-services-sociaux-La-FSSS-CSN-bloque-le-Port-de>



Négociation bloquée en santé et services sociaux - La FSSS-CSN bloque le Port de Montréal

- Communiqués -
Date de mise en ligne : mardi 8 juin 2021



Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

MONTRÉAL, le 8 juin 2021 - Des centaines de travailleuses et de travailleurs membres de la Fédération de la santé et des services sociaux (FSSS-CSN) bloquent actuellement un accès ferroviaire et routier du Port de Montréal. Sans convention collective depuis le 31 mars 2020, ces travailleuses et travailleurs se butent à l'intransigeance du gouvernement qui refuse de négocier les solutions identifiées comme prioritaires par les salarié-es. Les syndicats FSSS-CSN tiendront deux journées de grève les 21 et 22 juin 2021, si nécessaire.

« Pour ce gouvernement, les services publics ne sont pas importants. Il ne prend pas la juste mesure de la situation de crise actuelle du réseau et de l'épuisement du personnel, explique le président de la FSSS-CSN, Jeff Begley. Chaque fois qu'il s'agit de subventionner des multinationales ou de construire de nouveaux ponts ou tunnel, il trouve des milliards de dollars. Mais quand on demande d'améliorer l'accès au réseau de la santé et des services sociaux, en donnant un coup de barre dans les conditions de travail des personnes qui se dévouent au quotidien à offrir des services à la population, d'agir sur la santé et la sécurité du travail, d'éliminer les surcharges de travail ou de favoriser la conciliation famille-travail-études, il ferme la porte. Ce n'est pas comme ça qu'on en arrivera à une entente. Ce n'est pas comme ça qu'on pourra améliorer les choses pour le personnel, mais aussi pour toute la population qui compte sur nos soins et services ».

Par cette mobilisation de grande ampleur, la FSSS-CSN souhaite susciter une prise de conscience quant à l'importance économique des services publics. Si bloquer temporairement les opérations du Port de Montréal peut sembler nuisible à l'économie québécoise, ce n'est rien à côté des conséquences de l'affaiblissement des services publics.

« Dans la plupart des régions du Québec, le réseau de la santé et des services sociaux est le plus important employeur. Malheureusement, le secteur public n'est plus du tout aujourd'hui un employeur de choix pour faire carrière, notamment à cause des difficiles conditions de travail et des salaires beaucoup trop faibles, tant par rapport aux responsabilités qui incombent aux travailleuses et aux travailleurs qu'en comparaison avec ce qui est versé ailleurs dans la société pour un emploi comparable, poursuit Jeff Begley. L'incapacité des établissements à remplir adéquatement et à retenir leurs besoins en main-d'oeuvre a un impact sur la quantité et la qualité des soins et des services à la population. En ce sens, le manque de main-d'oeuvre chez les préposé-es aux bénéficiaires n'est que la pointe de l'iceberg. La situation est devenue critique pour une multitude de titres d'emploi et cela ira de pis en pis. Il faut des solutions de fond, de long terme et structurelles pour revaloriser tous les emplois du secteur public. Il y a urgence d'agir, d'autant plus que réinvestir dans le secteur public est le meilleur moyen de relancer l'économie québécoise au sortir de la crise. »

Semaine d'action

Demain, les travailleuses et les travailleurs prendront la route vers Québec, en convoi autoroutier. Les 10 et 11 juin, ils prendront part à une vigile devant l'Assemblée nationale, aux côtés de salarié-es des réseaux de l'éducation et des organismes gouvernementaux, au moment où se terminent les travaux parlementaires.